HAL open science

Le prévisible échec de Mohamed Morsi

Stéphane Lacroix

To cite this version:

Stéphane Lacroix. Le prévisible échec de Mohamed Morsi. 2013. hal-03392768

HAL Id: hal-03392768

https://sciencespo.hal.science/hal-03392768v1

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Le prévisible échec de Mohamed Morsi

Stéphane Lacroix, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

In: *Site du CERI*, 2013-07-04

En ligne : https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/le-previsible-echec-de-mohamed-morsi.html

Ce devait être pour les Frères musulmans le moment de vérité, la mise en oeuvre de leur projet der enaissance après des décennies passées dans l'opposition. Ce fut en réalité une année terrible. Dèsb l'arrivée de Mohamed Morsi à la présidence en juin 2012, celui-ci semblait en effet condamné.

Elu à une très courte majorité, il ne dut sa victoire qu'au soutien que lui apportèrent in extremis, etb sans enthousiasme, ceux qui refusaient le retour à l'ancien régime incarné par son adversaire dubs econd tour, Ahmed Chafik, dernier premier ministre d'Hosni Moubarak.

Surtout, M. Morsi découvrit rapidement qu'il se trouvait à la tête d'un Etat dont il ne contrôlait pasble s rouages. Dans les mois qui suivirent son entrée en fonctions, l'armée, la police, la justice, lesbméd ias, mais aussi l'appareil administratif au sens large, s'affirmèrent comme autant de bastions deré sistance au pouvoir des Frères musulmans. Dès le mois d'août 2012, les Frères engagèrent unevéritab le guerre de mouvement pour reprendre le contrôle des institutions.

Des oppositions croissantes

Si leur premier geste, celui de rendre à la présidence les prérogatives politiques dévolues à l'armée, fut plutôt bien accueilli, les suivants, qui consistèrent notamment à placer leurs hommes à desbpo sitions institutionnelles stratégiques, suscitèrent des oppositions croissantes.

Dès lors, deux visions s'opposèrent dans un malentendu qui devait perdurer jusqu'à la chute de M.b Morsi : celle des Frères, qui justifiaient ces nominations par un impératif de nécessité, estimant qu'ilb était normal, en démocratie, que le parti ayant gagné l'élection ait les moyens d'appliquer sabpolitiqu e ; et la vision de leurs opposants, qui criaient à une "frérisation de l'Etat".

En novemb re 2012, M. Morsi franchit le Rub icon en plaçant, par décret présidentiel, les décisions deb l'exécutif hors de portée d'un appareil judiciaire qui les contestait chaque fois qu'il le pouvait. Ce futbl e début d'un cercle mortifère.

Les derniers soutiens libéraux des Frères les lâchèrent, dénonçant une dérive autoritaire.bL'oppositio n, pour la première fois unie dans un Front de salut national, appela à des manifestationsbmonstres.

Les Frères donnèrent le change en s'appuyant sur le camp islamiste, appelé à défendre le projetb islamique menacé. Dans la foulée, les Frères profitèrent du boycott de la constituante par les forcesb libérales pour faire adopter une Constitution ouvrant la voie à une islamisation graduelle du droitbé gyptien. Cette manoeuvre était, entre autres, destinée à sceller l'unité du camp islamiste.

Emprise sur les mosquées

Mais cette unité fit long feu. Dès le mois de janvier, les salafistes du parti Al-Nour, seconde forcebpo litique du pays et rivaux historiques des Frères, entrèrent dans l'opposition, dénonçant à leur tourble s velléités hégémoniques de Mohamed Morsi. Entre autres griefs, les salafistes reprochaient auxbFrèr es de profiter de leur position à la tête de l'exécutif pour étendre leur emprise sur les mosquées.

Seuls contre tous, les Frères se replièrent sur la confrérie, désormais en première ligne. Ce repli prit

une tournure tragique lorsque les Frères, doutant de la loyauté de la police, envoyèrent leurs militants protéger le palais présidentiel, ce qui provoqua les premiers affrontements sanglants entre Frères et opposants.

Pour les Frères, tous ces blocages relevaient d'une cause unique : les manoeuvres des "félouls", suppôts de l'ancien régime, bien décidés à reprendre la main. Face à la crise, l'action de Mohamed Morsi consista ainsi essentiellement à négocier, souvent en vain, le retour en grâce d'une poignée d'hommes d'affaires liés à l'ancien régime, à l'instar d'Hussein Salem, ancien financier du clan Moubarak.

Cette lecture très partielle d'une réalité bien plus complexe empêcha les Frères de prendre la mesure du mécontentement réel suscité à la fois par l'action du président Morsi et par une situation économique et sécuritaire plus dégradée que jamais, marquée par des coupures d'électricité répétées, des pénuries d'essence et une délinquance galopante.

Murés dans le déni, ils ne prirent au sérieux ni le Front de salut national ni la campagne Tamarrod ("rébellion"). Née en mai 2013, celle-ci avait l'ambition de rassembler des millions de signatures pour exiger la démission du président, ainsi que d'organiser une grande manifestation le 30 juin, date du premier anniversaire de la prise de fonctions de Mohamed Morsi. Quelques jours avant la mobilisation qui devait entraîner leur chute, de hauts responsables Frères assuraient, confiants, que le "30 juin serait une journée comme les autres".

Des millions de mécontents

Le 30 juin, pourtant, toute la mécanique anti-Frères s'est mise en mouvement : les rues se sont emplies de millions de mécontents, la police est restée en retrait, les salafistes ont refusé d'apporter leur soutien au président Morsi, négociant en sous-main avec ses opposants, et l'armée a fini par intervenir pour siffler la fin de la partie.

Jusqu'au bout, M. Morsi, persuadé d'être victime d'un complot et sûr de sa légitimité, a refusé tout compromis, interdisant à la confrérie une sortie de crise honorable. Tout cela semble mettre aujourd'hui les Frères dans une position d'extrême faiblesse.

Leur président a été renversé, plusieurs de leurs chefs arrêtés, et certains de leurs opposants, grisés par la victoire, n'hésitent pas à exiger leurs têtes. Il serait dramatique qu'une logique de revanche préside à la nouvelle période transitionnelle qui s'ouvre en Egypte. Même mis en minorité, les Frères comptent toujours plus d'un million de militants, souvent socialisés dès leur plus jeune âge dans une confrérie qu'ils n'imagineraient jamais quitter.

En dépit de leurs erreurs, ils continuent en outre de jouir du soutien passif de millions d'autres Egyptiens. En ce sens, aujourd'hui comme hier, une Egypte démocratique et stable ne saurait se construire sans les Frères. C'est là toute la difficulté, tant les antagonismes semblent à présent exacerbés.